

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/206660]

30 NOVEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 29 mai 2013 relatif à la protection des animaux d'expérience

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 20, § 3, inséré par la loi du 4 mai 1995 et remplacé par la loi du 27 décembre 2012, l'article 21, remplacé par la loi du 7 février 2014, l'article 22, remplacé par la loi du 27 décembre 2012, l'article 23, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 mai 1995, l'article 25, remplacé par la loi du 27 décembre 2012, l'article 27, remplacé par la loi du 27 décembre 2012, l'article 28, l'article 29, remplacé par la loi du 27 décembre 2012, et l'article 30/1, inséré par la loi du 27 décembre 2012;

Vu l'arrêté royal du 29 mai 2013 relatif à la protection des animaux d'expérience;

Vu le rapport du 1^{er} septembre 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 62.139/4 du Conseil d'État, donné le 9 octobre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/63/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques.

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté royal du 29 mai 2013 relatif à la protection des animaux d'expérience les modifications suivantes sont apportées :

a) le 5^o est remplacé par ce qui suit :

« 5^o Service : selon le cas, la Direction de la Qualité du Département du Développement, ou la Direction de la Répression des Pollutions et de l'Anti-braconnage du Département Police et Contrôles, de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie; »;

b) le 6^o est remplacé par ce qui suit :

« 6^o Ministre : le Ministre du Bien-être animal; »;

c) il est complété par un 9^o, rédigé comme suit :

« 9^o expert désigné : un vétérinaire, compétent en médecine des animaux d'expérience, ou un autre expert ayant les qualifications requises au cas où cela est plus approprié, désigné par l'utilisateur, l'éleveur ou le fournisseur, et chargé de donner des conseils sur le bien-être et le traitement des animaux. ».

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots „, les singes cynomolgus, les macaques rhésus et d'autres espèces de primates non humains » sont insérés entre les mots « Les ouistitis » et les mots « ne peuvent »;

b) le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les singes cynomolgus, les macaques rhésus et d'autres espèces de primates non humains, l'alinéa 2 entre en vigueur à une date déterminée par le Ministre. »;

c) dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots „, sur la base d'une justification scientifique, ” sont insérés entre les mots « peut accorder » et « des dispenses ».

Art. 4. Dans l'article 7, alinéa 4, du même arrêté, les mots „, lors de la capture, » sont insérés entre les mots « et ne doivent » et les mots « subir aucune douleur ».

Art. 5. Dans l'article 9, § 2, alinéa 2, du même arrêté, le mot « identifié » est remplacé par les mots « pourvu de la manière la moins douloureuse possible d'une marque d'identification individuelle et permanente ».

Art. 6. A l'article 10 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, les mots « qui reprend » sont remplacés par les mots „, dans lequel sont consignées, »;

b) au paragraphe 1^{er}, 1^o, les mots « ou fourniture » sont insérés entre les mots « Pour chaque entrée » et les mots « d'animaux d'expérience »;

c) au paragraphe 1^{er}, 2^o, les mots „ mis en liberté ou adoptés, » sont insérés entre les mots « Le nombre d'animaux d'expérience cédés, » et les mots « leur date de départ »;

d) dans le paragraphe 1^{er}, est inséré un 2^o/1, rédigé comme suit :

« 2^o/1 Le nombre d'animaux d'expérience élevés et le nombre d'animaux d'expérience utilisés dans les expériences sur animaux; »;

e) au paragraphe 1^{er}, 4^o, alinéa 3, le mot « disponibles » est remplacé par les mots « mises à disposition sur demande du service »;

f) le paragraphe 2 est complété par les mots « et sont mises à disposition sur demande du service ».

Art. 7. A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 2, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o Une description de l'équipement et des installations où sont logés les animaux d'expérience et où, le cas échéant, les expériences sont réalisées. Cette description démontre qu'il a été répondu aux conditions visées à l'article 31, § 1^{er}. La conception, la construction et le mode de fonctionnement des installations et des équipements des utilisateurs, éleveurs, ou fournisseurs sont de nature à permettre un déroulement aussi efficace que possible des expériences sur animaux, et visent à obtenir des résultats fiables en utilisant le moins d'animaux possible et en causant le minimum de douleur, de souffrance, d'angoisse ou de dommages durables. »;

b) au paragraphe 2, 3^o, les mots « de l'expert visé à l'article 31, § 1^{er}, point 4^o » sont remplacés par les mots « de l'expert désigné et des personnes qui sont impliquées dans la conception de procédures et de projets »;

c) au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « visées au § 2, points 4^o et 5^o » sont remplacés par les mots « visées au paragraphe 2, 1^o, 2^o, 4^o et 5^o »;

d) au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « visées au § 2, 1^o, 2^o et 3^o » sont remplacés par les mots « visées au paragraphe 2, 3^o ».

Art. 8. L'article 12, § 1^{er}, du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les pièces visées à l'article 11, § 2 et § 3, font partie de l'agrément. Le Service enregistre les utilisateurs agréés. ».

Art. 9. A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 2, 2^o, est complété par la phrase suivante :

« Cette description démontre qu'il a été répondu aux conditions visées à l'article 31, § 1^{er}. »;

b) dans le paragraphe 2, 3^o, les mots « de l'expert » sont remplacés par les mots « de l'expert désigné »;

c) au paragraphe 3, les mots « visées au § 2, 4^o » sont remplacés par les mots « visées au paragraphe 2, 1^o, 2^o et 4^o »;

d) le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Tout changement aux données visées au paragraphe 2, 3^o, est communiqué au Service au moins une fois par an. »;

e) le paragraphe 8 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les pièces visées aux paragraphes 2 et 3 font partie de l'agrément. Le Service enregistre les éleveurs et les fournisseurs agréés. ».

Art. 10. A l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, les mots « SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement » sont remplacés par le mot « Service »;

b) au paragraphe 2, 2^o, les mots « et suspicions par rapport à l'établissement contrôlé; » sont remplacés par les mots « de l'éleveur, du fournisseur ou de l'utilisateur en matière de conformité avec les exigences de la loi et du présent arrêté; »;

c) le paragraphe 2 est complété par un 4^o rédigé comme suit :

" 4^o De toute information pouvant indiquer une non-conformité. "

Art. 11. Dans l'article 17, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots ", sur la base d'une justification scientifique, » sont insérés entre les mots « Le Service peut accorder » et les mots « une dérogation ».

Art. 12. Dans l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 2, les mots « et sous réserve de garantir le respect de la propriété intellectuelle et de la confidentialité des informations, » sont insérés entre les mots « Dans l'exécution de ses missions » et les mots « la Commission d'éthique doit »;

b) le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La Commission d'éthique effectue les évaluations de manière transparente. ».

Art. 13. A l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o les dommages infligés aux animaux, y compris le nombre et les espèces des animaux d'expérience utilisés et le degré de gravité des expériences; »;

b) le 3^o est abrogé.

Art. 14. A l'article 27 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« A la fin de toute expérience sur animaux, un expert désigné décide si l'animal doit être gardé en vie. Un animal est mis à mort lorsqu'il est susceptible de continuer à éprouver une douleur, une souffrance, ou angoisse ou d'avoir des dommages durables d'un niveau modéré ou sévère. »;

2^o dans le paragraphe 3, 1^o, les mots « de l'expert » sont remplacés par les mots « de l'expert désigné ».

Art. 15. Dans l'article 30, alinéa 2, du même arrêté, les mots « l'expert » sont remplacés par les mots « l'expert désigné ».

Art. 16. A l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les établissements des éleveurs, fournisseurs ou utilisateurs disposent d'installations et d'équipements appropriés aux espèces animales y hébergées et, lorsque des expériences sont réalisées, à la réalisation de ces expériences.

L'utilisateur, l'éleveur et le fournisseur doivent veiller à ce que :

1^o tous les animaux d'expérience présents bénéficient d'un hébergement et de soins appropriés conformément aux dispositions de l'annexe 4 et sans préjudice aux dispositions de l'article 41;

2^o toute restriction à la capacité d'un animal d'expérience de satisfaire ses besoins physiologiques et éthologiques soit limitée au strict minimum;

3^o tous les animaux d'expérience présents et leurs conditions physiques fassent l'objet d'un contrôle journalier;

4^o le bien-être et le traitement des animaux d'expérience soient contrôlés régulièrement par l'expert désigné.

En ce qui concerne le 4^o, l'expert désigné établit au moins chaque trimestre un rapport écrit de ses contrôles à l'attention de l'utilisateur, de l'éleveur ou du fournisseur. Une copie du dudit rapport est transmise au Service. »;

b) dans le paragraphe 2, les mots « faire le nécessaire pour rechercher la cause et prendre les mesures voulues » sont remplacés par les mots « prendre des mesures afin de mettre fin dans les délais les plus brefs à toute anomalie ou à toute douleur, toute souffrance, toute angoisse ou tout dommage durable constaté qui peut être évité ».

Art. 17. Dans l'article 32, § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « comme défini à l'article 3, 21^o, de la loi » sont remplacés par les mots « comme défini à l'article 3, 19^o, de la loi, et les personnes qui conçoivent des projets et des expériences ».

Art. 18. A l'article 33, § 2, du même arrêté, la phrase « Les personnes en cours de formation sont supervisées dans l'accomplissement de leurs tâches jusqu'à ce qu'elles aient démontré qu'elles possèdent les compétences requises. » est insérée entre les mots « avant d'exercer ses fonctions. » et les mots « Dans le cas d'essais sur le terrain ».

Art. 19. A l'article 35 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La cellule chargée du bien-être des animaux comprend au moins la ou les personnes responsables du bien-être des animaux et des soins qui leur sont donnés et, dans le cas d'un utilisateur, un scientifique. La cellule chargée du bien-être des animaux bénéficie également des conseils de l'expert désigné. ».

Art. 20. Dans l'article 36 du même arrêté, l'alinéa 2 est complété par les mots suivants :

« et fournis au Service à sa demande ».

Art. 21. A l'article 37 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les données visées à l'alinéa 2 comprennent des informations sur le degré réel de gravité des expériences et sur l'origine et les espèces des primates non humains utilisés dans les expériences. »;

b) il est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont rendues publiques chaque année par le Service par publication sur son site internet. ».

Art. 22. A l'article 42 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le nombre « 18 » est remplacé par le nombre « 17 »;

2^o il est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Pour les projets approuvés avant le 1^{er} janvier 2013 qui sont finalisés seulement après le 1^{er} janvier 2018, l'autorisation visée à l'article 17, § 2, est obtenue le 1^{er} janvier 2018 au plus tard. ».

Art. 23. Dans les annexes 2 et 3 du même arrêté, la disposition « SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement Direction générale Animaux, Végétaux et Alimentation Service Bien-être animal, EUROSTATION Bloc II (7^{ème} étage) 40 Place Victor Horta, boîte 10, 1060 Bruxelles » est chaque fois remplacée par ce qui suit :

« Service public de Wallonie Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département du Développement, Direction de la Qualité, Chaussée de Louvain 14 5000 Namur ».

Art. 24. Dans l'annexe 4, partie I, section générale, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 1.2, alinéa 1^{er}, le mot « plafonds » est remplacé par les mots « appareils, installations, plafonds »;

2^o au 1.2, alinéa 2, les mots « Quand les animaux peuvent se déplacer librement, » sont abrogés;

3^o au 2.2, alinéa 1^{er}, les mots « espèces hébergées » sont remplacés par les mots « espèces et groupes d'âges hébergés »;

4^o au 2.3, les mots « espèces hébergées » sont remplacés par les mots « espèces et groupes d'âges hébergés »;

5^o au 3.1, alinéa 1^{er}, les mots « une surveillance sanitaire régulière, » sont insérés entre les mots « Cette stratégie doit inclure » et les mots « un programme de surveillance microbiologique ».

Art. 25. Dans l'annexe 4, partie IX Dispositions spécifiques aux oiseaux, du même arrêté, il est inséré entre le tableau 25 et les mots « Lorsque des compartiments de la dimension minimale indiquée ci-dessus » un tableau 25/1 rédigé comme suit :

« Tableau 25/1 : canards et oies : tailles minimales des bassins (*)

	Surface (m2)	Profondeur (cm)
Canards	0,5	30
Oies	0,5	de plus de 10 à 30
(*) Tailles de bassins par 2 m ² de compartiment. Le bassin peut représenter jusqu'à 50 % de la taille minimale du compartiment.		

”.

Art. 26. Le Ministre du Bien-être animal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 novembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/206660]

30. NOVEMBER 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 29. Mai 2013 über den Schutz von Versuchstieren

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, Artikel 20 § 3, eingefügt durch das Gesetz vom 4. Mai 1995 und ersetzt durch das Gesetz vom 27. Dezember 2012, Artikel 21, ersetzt durch das Gesetz vom 7. Februar 2014, Artikel 22, ersetzt durch das Gesetz vom 27. Dezember 2012, Artikel 23 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Mai 1995, Artikel 25, ersetzt durch das Gesetz vom 27. Dezember 2012, Artikel 27, ersetzt durch das Gesetz vom 27. Dezember 2012, Artikel 28, Artikel 29, ersetzt durch das Gesetz vom 27. Dezember 2012, und Artikel 30/1, eingefügt durch das Gesetz vom 27. Dezember 2012;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Mai 2013 über den Schutz von Versuchstieren;

Aufgrund des Berichts vom 1. September 2017, erstellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 9. Oktober 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 62.139/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2010/63/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2010 zum Schutz der für wissenschaftliche Zwecke verwendeten Tiere teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 29. Mai 2013 über den Schutz von Versuchstieren werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"5° Dienststelle: je nach Fall, die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung oder die Direktion der Ahndung der Verschmutzungen und der Bekämpfung der Wilddieberei der Abteilung Polizei und Kontrollen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;"

b) Ziffer 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"6° Minister: der Minister für Tierschutz;"

c) Er wird um eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"9° Benannter Spezialist: ein Tierarzt mit Fachwissen im Bereich der Versuchstiermedizin oder, falls dies geeigneter ist, ein anderer angemessen qualifizierter Spezialist, der von dem Verwender, dem Züchter oder dem Lieferanten benannt wird und beratende Aufgaben im Zusammenhang mit dem Wohlergehen und der Behandlung der Tiere wahrnimmt."

Art. 3 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) In § 1 Absatz 2 werden die Wörter ", Javaneraffen, Rhesusaffen und andere Arten nichtmenschlicher Primaten" zwischen "Weißohrseidenäffchen" und "dürfen nur dann" eingefügt;

b) § 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für die Javaneraffen, die Rhesusaffen und andere Arten nichtmenschlicher Primaten tritt Absatz 2 an einem vom Minister bestimmten Datum in Kraft;"

c) In § 2 Absatz 1 werden die Wörter "auf der Grundlage einer wissenschaftlichen Begründung" zwischen "berufsständischen Ausschusses," und "Ausnahmegenehmigungen" eingefügt.

Art. 4 - In Artikel 7 Absatz 4 desselben Erlasses werden die Wörter "beim Fang" zwischen "und dürfen" und "keine Schmerzen" eingefügt.

Art. 5 - In Artikel 9 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "zu identifizieren" durch die Wörter "unter Verwendung der am wenigsten schmerzhaften Methode, die möglich ist, mit einer dauerhaften und individuellen Kennzeichnung zu versehen" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 10 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) In § 1 wird das Wort "aufgenommen" durch das Wort "eingetragen" ersetzt;

b) In § 1 Ziffer 1 werden die Wörter "oder gelieferte" zwischen "Für jedes eingehende" und "Versuchstier" ersetzt;

c) In § 1 Ziffer 2 werden die Wörter "freigelassenen oder adoptierten" zwischen "Anzahl der veräußerten," und "Versuchstiere" eingefügt;

d) In § 1 wird eine Ziffer 2°/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2°/1 Anzahl der gezüchteten Versuchstiere und Anzahl der in den Tierversuchen verwendeten Versuchstiere;"

e) In § 1 Ziffer 4 Absatz 3 werden die Wörter "verfügbar bleiben" durch die Wörter "der Dienststelle auf Anfrage zur Verfügung gestellt werden" ersetzt;

f) § 2 wird um die Wörter "und werden der Dienststelle auf Anfrage zur Verfügung gestellt" ergänzt.

Art. 7 - In Artikel 11 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) In § 2 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° eine Beschreibung der Ausstattungen und der Anlagen, in denen die Versuchstiere untergebracht sind und in denen, gegebenenfalls, die Versuche durchgeführt werden. Diese Beschreibung zeigt, dass die in Artikel 31 § 1 angeführten Bedingungen erfüllt worden sind. Gestaltung, Konstruktion und Funktionsweise der Anlagen und Ausstattungen der Verwender, Züchter oder Lieferanten gewährleisten, dass die Tierversuche möglichst effektiv durchgeführt werden und darauf ausgerichtet sind, unter Verwendung der geringstmöglichen Anzahl an Tieren sowie unter Verursachung der geringstmöglichen Schmerzen, Leiden, Ängsten oder dauerhaften Schäden zuverlässige Ergebnisse zu erzielen;"

b) In § 2 Ziffer 3 werden die Wörter "des Spezialisten nach Artikel 31 § 1 Punkt 4" durch die Wörter "des benannten Spezialisten und der Personen, die an der Gestaltung von Verfahren und Projekten beteiligt sind;"

c) In § 3 Absatz 1 werden die Wörter "in § 2 Ziffer 4 und 5 des vorliegenden Artikels erwähnten" durch die Wörter "in § 2 Ziffer 1, 2, 4 und 5 des vorliegenden Artikels erwähnten" ersetzt;

d) In § 3 Absatz 2 werden die Wörter "in § 2 Ziffer 1, 2 und 3 des vorliegenden Artikels erwähnten" durch die Wörter "in § 2 Ziffer 3 des vorliegenden Artikels erwähnten" ersetzt.

Art. 8 - Artikel 12 § 1 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Belege nach Artikel 11 § 2 und 3 sind Bestandteil des Zulassungsverfahrens. Die Dienststelle registriert die zugelassenen Verwender."

Art. 9 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) § 2 Ziffer 2 wird mit dem folgenden Satz ergänzt:

"Diese Beschreibung zeigt, dass die in Artikel 31 § 1 angeführten Bedingungen erfüllt worden sind;"

b) In § 2 Ziffer 3 wird das Wort "des Spezialisten" durch die Wörter "des benannten Spezialisten" ersetzt;

c) In § 3 werden die Wörter "in § 2 Ziffer 4 des vorliegenden Artikels erwähnten" durch die Wörter "in § 2 Ziffer 1, 2 und 4 des vorliegenden Artikels erwähnten" ersetzt;

d) § 3 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Jede Änderung an den in § 2 Ziffer 3 erwähnten Angaben muss zumindest einmal im Jahr der Dienststelle mitgeteilt werden;"

e) § 8 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Belege nach § 2 und 3 sind Bestandteil des Zulassungsverfahrens. Die Dienststelle registriert die zugelassenen Züchter und Lieferanten."

Art. 10 - In Artikel 14 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) In § 1 werden die Wörter "des FÖD Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt" durch die Wörter "der Dienststelle" ersetzt;

b) In § 2 Ziffer 2 werden die Wörter "und Verdächtigungen gegenüber der kontrollierten Einrichtung" durch die Wörter "des Züchters, Lieferanten oder Verwenders hinsichtlich der Einhaltung der Anforderungen des Gesetzes und des vorliegenden Erlasses;" ersetzt;

c) § 2 wird um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° jeglicher Information, die auf eine Nichteinhaltung hindeutet. "

Art. 11 - In Artikel 17 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "auf der Grundlage einer wissenschaftlichen Begründung" zwischen "Die Dienststelle kann" und "eine Abweichung" eingefügt.

Art. 12 - In Artikel 18 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) In § 2 werden die Wörter "und unter Wahrung des geistigen Eigentums und der Vertraulichkeit der Informationen" zwischen "Bei der Erfüllung ihrer Aufgaben" und "hat die Ethikkommission" eingefügt;

b) § 2 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Ethikkommission führt die Bewertungen auf transparente Weise durch."

Art. 13 - In Artikel 21 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"2° den Schaden, der den Tieren zugefügt wurde, einschließlich der Anzahl und Arten der verwendeten Versuchstiere und des Schweregrads der Versuche;"

b) Ziffer 3 wird gestrichen.

Art. 14 - In Artikel 27 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In § 2 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Am Ende jedes Tierversuchs entscheidet ein benannter Spezialist darüber, ob ein Tier am Leben bleiben soll. Ein Tier ist zu töten, wenn davon auszugehen ist, dass es weiterhin mittelstarke oder starke Schmerzen, mittelschwere oder schwere Leiden oder Ängste empfinden oder mittelschwere oder schwere dauerhafte Schäden erleiden wird.";

2° In § 3 Ziffer 1 werden die Wörter "des Spezialisten" durch die Wörter "des benannten Spezialisten" ersetzt".

Art. 15 - In Artikel 30 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "vom Spezialisten" durch die Wörter "vom benannten Spezialisten" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 31 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) § 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Die Einrichtungen der Züchter, Lieferanten und Verwender verfügen über Anlagen und Ausstattungen, die für die dort untergebrachten Tierarten, und sofern Versuche durchgeführt werden, für die Durchführung dieser Versuche geeignet sind.

Die Verwender, Züchter und Lieferanten müssen dafür sorgen, dass:

1° gemäß den Bestimmungen von Anhang 4 und unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 41 alle anwesenden Versuchstiere eine angemessene Unterbringung und Pflege erhalten;

2° alle Faktoren, die ein Tier in der Befriedigung seiner physiologischen und ethologischen Bedürfnisse einschränken, auf ein Mindestmaß begrenzt werden;

3° alle anwesenden Versuchstiere samt Umgebungsbedingungen täglich kontrolliert werden;

4° das Wohlergehen und die Behandlung der Versuchstiere vom benannten Spezialisten regelmäßig kontrolliert werden.

Hinsichtlich der Ziffer 4 erstellt der benannte Spezialist mindestens einmal im Quartal für den Verwender, den Züchter oder den Lieferanten einen schriftlichen Bericht über seine Kontrollen. Eine Abschrift des besagten Berichts wird der Dienststelle übermittelt.";

b) In § 2 werden die Wörter "das Notwendige unternehmen, um die Ursache zu ergründen und die entsprechenden Maßnahmen zu treffen" durch die Wörter "Vorkehrungen treffen, um zu gewährleisten, dass, sobald ein Mangel oder vermeidbare Schmerzen, Leiden, Ängste oder dauerhafte Schäden entdeckt werden, diesbezüglich möglichst schnell Abhilfe geschaffen wird" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 32 § 4 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "nach Artikel 3 Ziffer 21 des Gesetzes" durch die Wörter "nach Artikel 3 Ziffer 19 des Gesetzes und die Personen, die Projekte und Versuche gestalten," ersetzt.

Art. 18 - In Artikel 33 § 2 desselben Erlasses wird der Satz "Die Personen, die sich in Ausbildung befinden, werden bei der Ausführung ihrer Aufgaben beaufsichtigt, bis sie die erforderliche Sachkunde nachweisen." zwischen "bevor sie ihre Tätigkeiten ausübt." und "Im Falle von Feldversuchen" eingefügt.

Art. 19 - In Artikel 35 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Die Zelle Wohlbefinden der Tiere umfasst mindestens die für das Wohlergehen und die Pflege der Tiere verantwortliche(n) Person(en) sowie im Falle eines Verwenders ein wissenschaftliches Mitglied. Der Zelle Wohlbefinden der Tiere steht ebenfalls der benannte Spezialist als Berater zur Verfügung."

Art. 20 - In Artikel 36 desselben Erlasses wird Absatz 2 um die folgenden Wörter ergänzt:

"und der Dienststelle auf Anfrage übermittelt werden".

Art. 21 - In Artikel 37 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) § 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die in Absatz 2 aufgeführten Daten umfassen Angaben zu den tatsächlichen Schweregraden der Versuche und zur Herkunft und den Arten nichtmenschlicher Primaten, die in den Versuchen verwendet werden.";

b) Er wird um einen § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Die in § 1 erwähnten Daten werden jedes Jahr von der Dienststelle durch Veröffentlichung auf ihrem Website allgemein zugänglich gemacht."

Art. 22 - In Artikel 42 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Die Zahl "18" wird durch die Zahl "17" ersetzt;

2° Er wird um einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für die Projekte, die vor dem 1. Januar 2013 genehmigt wurden und erst nach dem 1. Januar 2018 abgeschlossen werden, ist die in Artikel 17 § 2 genannte Genehmigung spätestens am 1. Januar 2018 einzuholen."

Art. 23 - In Anhang 2 und 3 desselben Erlasses werden die im Anschriftsfeld dargestellten Adressdaten "SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement Direction générale Animaux, Végétaux et Alimentation Service Bien-être animal, EUROSTATION Bloc II (7^{ème} étage) 40 Place Victor Horta, boîte 10, 1060 Bruxelles" jeweils durch Folgendes ersetzt:

"Service public de Wallonie Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département du Développement, Direction de la Qualité, Chaussée de Louvain 14 5000 Namur".

Art. 24 - In Anhang 4 Teil I Abschnitt "Allgemeines" desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Ziffer 1.2 Absatz 1 wird das Wort "Decken" durch die Wörter "Apparaturen, Anlagen, Decken" ersetzt;

2° In Ziffer 1.2 Absatz 2 werden die Wörter "Dort, wo die Tiere sich frei bewegen können, müssen die Wände und Böden" durch "Die Wände und Böden müssen" ersetzt;

3° In Ziffer 2.2 Absatz 1 werden die Wörter "untergebrachten Arten" durch die Wörter "untergebrachten Arten und Altersgruppen" ersetzt;

4° In Ziffer 2.3 werden die Wörter "untergebrachten Arten" durch die Wörter "untergebrachten Arten und Altersgruppen" ersetzt;

5° In Ziffer 3.1 Absatz 1 werden die Wörter "regelmäßige Gesundheitsuntersuchungen," zwischen "Diese Strategie muss" und "ein mikrobiologisches Überwachungsprogramm" eingefügt.

Art. 25 - In Anhang 4 Teil IX "Artspezifische Bestimmungen für Vögel" desselben Erlasses wird zwischen Tabelle 25 und "Können die oben aufgeführten Mindestgrößen der Tierhaltungsbereiche" eine Tabelle 25/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Tabelle 25/1: Enten und Gänse: Mindestgrößen der Wasserbecken (*)

	Fläche (m ²)	Tiefe (cm)
Enten	0,5	30
Gänse	0,5	von über 10 bis 30
(*) Mindestgrößen der Becken pro 2m ² Tierhaltungsbereich. Das Becken kann bis zu 50 % der Mindestgröße des Tierhaltungsbereichs ausmachen.		

".

Art. 26 - Der Minister für Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 30. November 2017

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen,
Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/206660]

30 NOVEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 mei 2013 betreffende de bescherming van proefdieren

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 20, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, artikel 20, § 3, ingevoegd bij de wet van 4 mei 1995 en vervangen bij de wet van 27 december 2012, artikel 21, vervangen bij de wet van 7 februari 2014, artikel 22, vervangen bij de wet van 27 december 2012, artikel 23, § 1, vervangen bij de wet van 4 mei 1995, artikel 25, vervangen bij de wet van 27 december 2012, artikel 27, vervangen bij de wet van 27 december 2012, artikel 28, artikel 29, vervangen bij de wet van 27 december 2012, en artikel 30/1, ingevoegd bij de wet van 27 december 2012;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 mei 2013 betreffende de bescherming van proefdieren;

Gelet op het rapport van 1 september 2017, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 62.139/4 van de Raad van State, gegeven op 9 oktober 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2010/63/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 september 2002 betreffende de bescherming van dieren die voor wetenschappelijke doeleinden worden gebruikt gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 mei 2013 betreffende de bescherming van proefdieren worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 5° wordt vervangen als volgt:

"5° Dienst : volgens het geval, de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling, of de Directie Bestrijding Stroperij en Milieuverontreiniging van het Departement Ordehandhaving en Controles van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

b) punt 6° wordt vervangen als volgt:

"6° Minister : de Minister van Dierenwelzijn;"

c) het artikel wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

"9° aangewezen deskundige: een dierenarts die deskundig is op het gebied van proefdiergeneeskunde, of, als die geschikter is, een andere, voldoende gekwalificeerde deskundige die door de gebruiker, de fokker of de leverancier wordt aangewezen en die belast is met adviestaken met betrekking tot het welzijn en de behandeling van de dieren."

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in § 1, tweede lid, worden de woorden "java-apen, resusapen en andere soorten niet-menselijke primaten" ingevoegd tussen het woord "Penseelaapjes" en de woorden "mogen alleen";

b) § 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Voor java-apen, resusapen en andere soorten niet-menselijke primaten treedt het tweede lid in werking op een door de Minister bepaalde datum."

c) in § 2, eerste lid, worden de woorden "en op basis van een wetenschappelijke motivering" ingevoegd tussen de woorden "na advies van het Deontologisch Comité," en de woorden "een vrijstelling verlenen".

Art. 4. In artikel 7, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "bij het vangen" ingevoegd tussen de woorden "mogen" en de woorden "geen enkele pijn, lijden".

Art. 5. In artikel 9, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "geïdentificeerd worden" vervangen door de woorden "op de minst pijnlijke wijze van een individueel en blijvend identificatieteken worden voorzien".

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

a) in § 1 worden, in de Franse versie de woorden "qui reprend" vervangen door de woorden ", dans lequel sont consignées,";

b) in § 1, 1°, worden de woorden "of geleverde" ingevoegd tussen de woorden "Voor alle verworven" en het woord "proefdieren";

c) in § 1, 2°, worden de woorden ", vrijgelaten of geadopteerde" ingevoegd tussen de woorden "Het aantal afgestane" en het woord "proefdieren";

d) § 1 wordt aangevuld met een punt 2°/1, luidend als volgt:

"2°/1. Het aantal gefokte proefdieren en het aantal proefdieren dat gebruikt wordt in dierproeven;"

e) in § 1, 4°, derde lid, worden de woorden "beschikbaar blijven" vervangen door de woorden "worden op verzoek van de dienst ter beschikking gesteld";

f) § 2 wordt aangevuld met de woorden "en worden op verzoek van de dienst ter beschikking gesteld".

Art. 7. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 2, wordt 2° vervangen als volgt :

"2° een beschrijving van de apparatuur en installaties waar de proefdieren gehuisvest worden en waar, in voorkomend geval, de proeven worden uitgevoerd. Uit die beschrijving blijkt dat voldaan is aan de voorwaarden, vermeld in artikel 31, § 1. Het ontwerp, de bouw en de werking van de installaties en voorzieningen bij gebruikers, fokkers en leveranciers dienen zodanig te zijn dat de dierproeven zo doelmatig mogelijk kunnen worden uitgevoerd en dat met zo weinig mogelijk dieren en een minimum aan pijn, lijden, angst, of blijvende schade naar betrouwbare resultaten wordt gestreefd.";

b) in § 2, 3°, worden de woorden "van de deskundige bedoeld in artikel 31, § 1, punt 4°" vervangen door de woorden "van de aangewezen deskundige en van de personen die projecten en proeven opzetten";

c) in § 3, eerste lid, worden de woorden "vermeld in § 2, punten 4° en 5°" vervangen door de woorden "vermeld in § 2, 1°, 2°, 4° en 5°";

c) in § 3, tweede lid, worden de woorden "vermeld in § 2, 1°, 2° en 3°" vervangen door de woorden "vermeld in § 2, 3°".

Art. 8. Artikel 12, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid:

"De stukken, vermeld in artikel 11, § 2 en § 3, maken deel uit van de erkenning. De Dienst registreert de erkende gebruikers."

Art. 9. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 2, 2°, wordt aangevuld met de volgende zin:

"Uit die beschrijving blijkt dat voldaan is aan de voorwaarden, vermeld in artikel 31, § 1.";

b) in § 2, 3°, worden de woorden "van de deskundige" vervangen door de woorden "van de aangewezen deskundige";

c) in § 3, worden de woorden "vermeld in § 2, 4°" vervangen door de woorden "vermeld in § 2, 1°, 2° en 4°";

d) § 3 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Elke wijziging van de gegevens vermeld in paragraaf 2, 3°, dient ten minste jaarlijks meegedeeld te worden aan de Dienst.";

e) § 8 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De stukken, vermeld in paragraaf 2 en 3, maken deel uit van de erkenning. De dienst registreert de erkende fokkers en leveranciers."

Art. 10. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in § 1 worden de woorden "FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu" vervangen door het woord "Dienst";

b) in § 2, 2°, worden de woorden "en mogelijke vermoedens al naar gelang de gecontroleerde inrichting" vervangen door de woorden "van de fokker, leverancier of gebruiker wat betreft de naleving van de vereisten van de wet en van dit besluit";

c) § 2 wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

"4° Alle informatie die zou kunnen wijzen op een niet-conformiteit."

Art. 11. In artikel 17, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "op basis van een wetenschappelijke motivering" ingevoegd tussen de woorden "De Dienst kan" en de woorden "onthefingen toestaan".

Art. 12. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2 worden de woorden "De Ethische Commissie dient er bij de uitvoering van haar taken over te waken dat" worden vervangen door de woorden "Met behoud van de toepassing van de bescherming van de intellectuele eigendom en van vertrouwelijke informatie dient de Ethische Commissie er bij de uitvoering van haar taken over te waken dat"; b) § 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"De evaluaties worden door de Ethische Commissie op transparante wijze uitgevoerd."

Art. 13. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° de schade die de dieren hebben ondervonden, met inbegrip van de gebruikte aantallen en de soorten proefdieren en de ernst van de proeven;"

b) 3° wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Op het einde van elke proef wordt door een aangewezen deskundige persoon beslist of het dier in leven zal worden gehouden. Een dier wordt gedood als aannemelijk is dat het een matige of ernstige vorm van pijn, lijden, angst of schade zal blijven ondervinden.";

2° in § 3, 1°, worden de woorden "van de deskundige" vervangen door de woorden "van de aangewezen deskundige".

Art. 15. In artikel 30, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "de deskundige" vervangen door de woorden "de aangewezen deskundige".

Art. 16. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

" § 1. De inrichtingen van fokkers, leveranciers of gebruikers beschikken over installaties en voorzieningen die geschikt zijn voor de daar gehuisveste diersoorten en, als er proeven plaatsvinden, voor de uitvoering van die proeven.

De gebruiker, fokker en leverancier zien erop toe dat:

1° alle aanwezige proefdieren huisvesting en bijzondere verzorging ontvangen overeenkomstig de bepalingen van bijlage 4 en onverminderd de bepalingen van artikel 41;

2° iedere inperking van het vermogen van de proefdieren om aan hun fysiologische en ethologische behoeften te voldoen tot het uiterste minimum beperkt blijft;

3° alle aanwezige proefdieren en hun omgevingsomstandigheden dagelijks worden gecontroleerd;

4° het welzijn en de behandeling van de proefdieren regelmatig worden gecontroleerd door de aangewezen deskundige.

Wat punt 4° betreft, stelt de aangewezen deskundige minstens trimestrieel een schriftelijk verslag op van zijn controles voor de gebruiker, fokker of leverancier. Een kopie van dat verslag wordt aan de Dienst bezorgd.";

b) in § 2 worden de woorden "onverwijld het nodige te doen om de oorzaak op te sporen en passende maatregelen te nemen" vervangen door de woorden "regelingen te treffen om een eventueel letsel of pijn, onnodig lijden, angst en blijvende schade die vermijdbaar zijn en die worden ontdekt, zo snel mogelijk te verhelpen".

Art. 17. In artikel 32, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "zoals omschreven in artikel 3, 21° van de wet" vervangen door de woorden "zoals omschreven in artikel 3, 19° van de wet en de personen die projecten en proeven opzetten".

Art. 18. In artikel 33, § 2, van hetzelfde besluit, wordt de zin "De personen die een opleiding volgen, staan tijdens hun werk onder toezicht totdat ze het bewijs van de vereiste bekwaamheid hebben geleverd" ingevoegd tussen de woorden "vooraleer zijn functies op te nemen." en de woorden "In het geval van een veldonderzoek,".

Art. 19. In artikel 35 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"De cel belast met het welzijn van de dieren omvat ten minste de persoon(personen) die verantwoordelijk is (zijn) voor het welzijn en de verzorging van de dieren en, in geval van een gebruiker, een wetenschapper. De cel krijgt ook raadgevingen van de aangewezen deskundige."

Art. 20. In artikel 36 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid aangevuld door wat volgt:

"en ter beschikking van de Dienst op eigen verzoek worden gesteld".

Art. 21. In artikel 37 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) § 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De gegevens, vermeld in het tweede lid, omvatten ook informatie over de werkelijke ernst van de proeven en over de herkomst van de in de proeven gebruikte niet-menselijke primaten en de soorten waartoe ze behoren.";

b) hetzelfde artikel wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt:

" § 3. De gegevens, vermeld in paragraaf 1, worden jaarlijks openbaar gemaakt door de dienst via publicatie op zijn website."

Art. 22. In artikel 42 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het getal "18" wordt vervangen door het getal "17";

2° hetzelfde artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

"Voor projecten die vóór 1 januari 2013 zijn goedgekeurd en pas na 1 januari 2018 worden afgerond, moet uiterlijk op 1 januari 2018 de in artikel 17, § 2, bedoelde vergunning zijn verkregen."

Art. 23. In de bijlagen 2 en 3 bij hetzelfde besluit wordt de bepaling "FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, Directoraat-generaal Dier, Plant en Voeding, Dienst Dierenwelzijn, EUROSTATION Blok II (7e verdiep), V. Hortaplein 40, bus 10, 1060 BRUSSEL" telkens vervangen door wat volgt:

"Service public de Wallonie, Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département du Développement, Direction de la Qualité, Chaussée de Louvain 14, 5000 Namur".

Art. 24. In bijlage 4, Deel I, Algemeen Gedeelte, bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1.2, eerste lid, het woord "Plafonds" vervangen door de zinsnede "Toestellen, installaties, plafonds";

2° in 1.2., tweede lid, worden de woorden "Waar de dieren vrij kunnen rondlopen," opgeheven;

3° in punt 2.2 worden de woorden "gehuisveste soorten" vervangen door de woorden "gehuisveste soorten en leeftijdsgroepen";

4° in punt 2.3 worden de woorden "gehuisveste soorten" vervangen door de woorden "gehuisveste soorten en leeftijdsgroepen";

5° in 3.1., eerste lid, worden de woorden tussen de woorden "Deze strategie moet" en de woorden "een microbiologisch bewakingsprogramma" de woorden "een regelmatige gezondheidsmonitoring," ingevoegd.

Art. 25. In bijlage 4, deel IX, Soortspecifieke normen voor vogels, bij hetzelfde besluit wordt tussen tabel 25 en de woorden "Wanneer het om wetenschappelijke redenen niet mogelijk is" een tabel 25/1 ingevoegd, die luidt als volgt:
"Tabel 25/1: Eenden en ganzen: minimale afmetingen poel (*)

	Oppervlakte (m ²)	Diepte (cm)
Eenden	0,5	30
Ganzen	0,5	Van meer dan 10 tot 30

(*) De afmetingen van de poel zijn per 2m² leefruimte. De poel mag tot 50 % van de minimale oppervlakte van de leefruimte in beslag nemen.

".

Art. 26. De Minister van Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 30 november 2017.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/206661]

24 OCTOBRE 2017. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 08 de la division organique 09 et le programme 01 de la division organique 34 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017

Le Ministre-Président,

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'article 26;

Vu le décret du 21 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017, l'article 34;

Vu le décret du 12 juillet 2017 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^{ème} alinéa;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement à l'article de base 43.03 du programme 08 de la division organique 09 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon du 15 juin 2017 dans le cadre de l'arrêté octroyant une subvention au Commissariat général au Tourisme,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 622 milliers d'EUR sont transférés du programme 01 de la division organique 34 au programme 08 de la division organique 09.

Art. 2. La ventilation des articles de base suivants du programme 08 de la division organique 09 et du programme 01 de la division organique 34 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Article de base	Crédit initial après le 1 ^{er} ajustement		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CL	CE	CL	CE	CL
DO 34 01.01.01	158.305	58.245	- 622	-	157.683	58.245
DO 09 43.03.08	4.866	1.904	+ 622	-	5.488	1.904

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des Comptes, à l'Inspection des Finances, à la Chancellerie du Service public de Wallonie et à la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication.

Namur, le 24 octobre 2017.

W. BORSUS

R. COLLIN